

Les travailleur-se-s du secteur social en lutte : de l'expérience collective à la construction d'une mobilisation

vendredi 10 juin 2016, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 10 juin 2016).

Née dans le cadre des nuits debout parisiennes et militant depuis plusieurs semaines contre la loi travail ainsi que dans les luttes plus spécifiques au secteur social et médico-social, la "commission action travail social" rassemble salarié-es, étudiant-e-s et formateur-ric-e-s au sein d'un mouvement vecteur de mobilisation.

Au cœur des contradictions du système capitaliste, le travail social positionne ses travailleur-se-s en première ligne face à l'exclusion, aux inégalités, au racisme et à la violence sociale qu'il génère et amplifie. Réforme des diplômes (objectif : déqualification et polyvalence), fin des conventions collectives, disparition progressive des aides en direction des jeunes majeurs comme des services de prévention spécialisée, investissements à impact social, etc. : le travail social, soumis à des injonctions sécuritaires et à des logiques gestionnaires, s'adapte à la société néolibérale pour mieux l'accompagner.

Si la majorité des travailleur-se-s du secteur traversent de ce fait une véritable crise de sens de leur engagement professionnel, contraints d'appliquer des dispositifs et méthodes de travail dictés par une logique managériale peu compatible avec leur éthique professionnelle, ils demeurent historiquement peu syndiqués et difficiles à mobiliser. Souvent attachés à ne pas désertier de leur présence auprès des usagers, avec tout le jeu de la culpabilité entretenue dans le fonctionnement même du système, l'éclatement du secteur (public/privé, dispersé géographiquement et très diversifié) n'a par ailleurs jamais facilité la convergence des luttes existantes mais très isolées, peinant à se rendre visibles.

Ces dernières semaines cependant, tandis que s'amplifiait le mouvement de contestation sociale face au projet de loi travail et à son obscène passage en force, le rassemblement des salarié-es, étudiant-e-s et formateur-ric-e-s mobilisés du secteur a permis l'émergence d'une expérience collective.

C'est au sein de commissions, de cortèges auto-organisés de plus en plus massifs et dynamiques dans chaque manifestation avec d'autres secteurs en grève, autour de diffusions régulières de tracts sur les centres de formation et les lieux de travail, à l'occasion de blocages et autres rassemblements, que se construit cette mobilisation. Les deux assemblées générales qui se sont tenues à la Bourse du Travail de Paris, réunissant chaque fois une centaine de personnes, ont donné lieu au vote de deux appels signés par plusieurs collectifs et sections syndicales. Ainsi l'AG des travailleuses et travailleurs du secteur social et médico-social du 31 mai 2016 exige-t-elle :

- le retrait immédiat de la loi « Travail »
- l'arrêt immédiat de la casse des métiers du social

- l'augmentation des salaires et la revalorisation du point d'indice
- l'embauche massive dans le secteur social et médico-social
- l'humanisation et non la marchandisation des pratiques du secteur social et médico social.

Une réunion de coordination nationale le week-end des 11 et 12 juin organisée à la Bourse du Travail de Bobigny, la grève nationale du 14 juin, et la construction d'une semaine d'action autour du 21 juin contre la casse des diplômes du secteur sont autant d'échéances qui à court terme permettront de structurer cette mobilisation.

Les travailleurs sociaux l'ont d'ores et déjà annoncé : ils vont eux aussi tout bloquer !

Laure, Manon, Mathilde, SaueI, Romane, Thib, Tys, Morgane, militant.e.s et travailleur.se.s du secteur social

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 340 (09/06/2016) :

<https://npa2009.org/actualite/social-autres/les-travailleur-se-s-du-secteur-social-en-lutte-de-lexpérience-collective-la>